



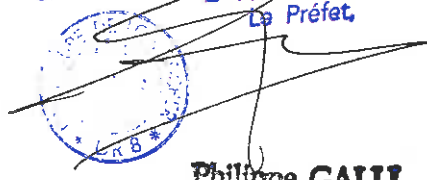
PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES D'APPRO SERVICE

Communes de Fossé et de Marolles

Pièce A : note de présentation

du pour être annexé à mon arrêté
du: **- 2 AVR. 2010**
Le Préfet,


Philippe GALLI

Dossier approuvé par arrêté préfectoral

SOMMAIRE

Préambule.....	3
I. Contexte général.....	4
A.Présentation du site industriel Appro Service et de la nature des risques.....	4
B.Conditions actuelles de la prévention des risques sur le site Appro Service.....	4
C.Contexte géographique communal.....	5
i.Caractéristiques physiques.....	5
ii.Contexte socio-économique.....	5
iii.Organisation institutionnelle.....	5
II- Le dimensionnement du PPRT.....	6
A.Les phénomènes dangereux non pertinents pour le PPRT.....	6
B. Le périmètre d'étude et le périmètre d'exposition aux risques.....	6
III - Les modes de participation du PPRT.....	9
A.Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT.....	9
B.Les modalités de la concertation.....	9
IV - Les études techniques.....	10
A.Le mode de qualification de l'aléa.....	10
B.La description des enjeux.....	14
i. Réglementation actuelle.....	14
ii. Description des enjeux.....	15
C. Superposition aléas / enjeux.....	18
i. Superposition aléas/enjeux.....	18
ii. Zonage brut.....	19
iii. Investigations complémentaires.....	19
V - La phase des stratégie du PPRT.....	22
A.Les grands principes nationaux de réglementation.....	22
B.Les choix stratégiques – Les principales orientations.....	23
i. Mesures foncières :.....	24
ii. Mesures relatives à la maîtrise de l'urbanisation :.....	24
iii. Mesures physiques sur le bâti futur.....	24
iv. Mesures physiques sur le bâti existant :.....	25
v. Mesures relatives à l'usage et à l'exploitation :.....	25
vi. Mesures d'accompagnement :.....	25
vii. Autre mesure :.....	25
VI - Elaboration du projet de PPRT.....	25
A) Le plan de zonage réglementaire.....	26
B - Le règlement.....	28

ANNEXES :

- **Annexe 1** – arrêté préfectoral n° 2007-277-14 du 5 octobre 2007 portant prescription du PPRT d'Appro Service,
- **Annexe 2** – arrêté Préfectoral n° 2009-86-3 du 27 mars 2009 portant prorogation de l'arrêté préfectoral n° 2007-277-14 du 5 octobre 2007 portant prescription du PPRT d'Appro Service,
- **Annexe 3** – définition de l'objectif de performance des cellules de confinement

Préambule

Le dispositif légal et réglementaire concourant à la maîtrise des risques industriels repose sur quatre modes d'action :

- *la maîtrise des risques à la source par l'industriel* que celui-ci étudie et justifie dans une étude de dangers et un système de gestion de la sécurité (SGS). Les mesures sont prescrites dans des arrêtés préfectoraux et font l'objet d'un contrôle par l'inspection des installations classées ;
- *la maîtrise de l'urbanisation* pour limiter le nombre de personnes exposées aux zones d'effet des accidents ;
- *la planification des secours* par l'industriel et les pouvoirs publics, et l'entraînement à leur mise en œuvre ;
- *l'information préventive et la concertation* dont l'objet est d'associer les riverains à la connaissance des aléas générés par ces établissements et à la mise en œuvre appropriée des mesures d'urgence.

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, et son décret d'application n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques, imposent la mise en place d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de tous les sites soumis à Autorisation avec Servitudes (AS).

Le PPRT constitue un outil qui participe à la politique de prévention des risques industriels dont l'objectif premier est la réduction de la vulnérabilité. Il permet d'agir sur l'urbanisation afin de protéger la population du risque technologique. Il couvre un champ d'application étendu, peut recourir à des outils fonciers spécifiques et régit avec des moyens variés allant de prescriptions de toutes natures (règles d'urbanisme, de construction, d'exploitation...) jusqu'à éventuellement l'interdiction totale.

L'élaboration du PPRT de l'établissement Appro Service basé à FOSSE a été prescrit par arrêté préfectoral le 5 octobre 2007. L'arrêté de prescription présenté en annexe 1 définit le périmètre d'étude, les personnes et organismes associés à la procédure d'élaboration et les modalités de la concertation. La présente note explicite l'ensemble des étapes de la procédure d'élaboration de ce PPRT.

I. Contexte général

A. Présentation du site industriel Appro Service et de la nature des risques

L'établissement industriel Appro Service est implanté sur la commune de Fossé, aux " Champs de Fossé ", en limite de la commune de Marolles. Il fait partie du parc d'activités " Euro Val de Loire ".

Le site d'Appro Service est une société logistique spécialisée dans les matières dangereuses, appartenant au Groupe AGRIDIS/HOLDIS. Son domaine d'intervention concerne principalement la redistribution des produits phytosanitaires sur le territoire français. Ses principaux clients sont des firmes commercialisant des produits phytosanitaires, auxquels s'est ajoutée en 2008 la société ARCH, basée à Amboise, spécialisée dans les produits de traitement des eaux de piscine. Les dangers inhérents à cet établissement sont les risques thermiques essentiellement liés à la présence de produits inflammables ou combustibles, et les risques toxiques liés au caractère toxique des fumées susceptibles d'être générées en cas d'incendie.

La genèse du site remonte à 1994, année où la société Agridis a été autorisée à exploiter une installation de stockage de produits agro-pharmaceutiques dans la zone d'activités de Fossé. A l'origine, l'entrepôt était constitué de 3 cellules, pour une surface de 2 150 m². Depuis, trois extensions (1996, 2001 et 2007) et un changement d'exploitant (2003) au profit d'Appro service, ont été autorisés portant l'ensemble à 22 cellules, ce qui représentera à terme 22 240 m² et 22 175 tonnes de produits, au maximum. Enfin, en décembre 2007, la société Appro Service a porté à la connaissance du préfet son projet de stocker des produits d'entretien de piscine chlorés et non chlorés sur le site. Cette modification des conditions d'exploitation a été réglementée par l'arrêté n° 2008-128-2 du 07 mai 2008.

<i>Date de l'autorisation</i>	<i>Modification apportée</i>
17/08/94	Autorisation initiale d'exploiter – 3 cellules – 2 150 m ²
29/04/96	Extension n°1 – 3 cellules
26/06/01	Extension n°2 – 7 cellules
09/07/03	Changement d'exploitant
04/07/07	Extension n°3 – 9 cellules
07/05/08	Modification de la nature de certains produits stockés

L'effectif de la société Appro Service représente actuellement 14 personnes équivalent temps plein.

B. Conditions actuelles de la prévention des risques sur le site Appro Service

Comme rappelé précédemment, les principaux risques liés à l'activité d'Appro Service sont le risque thermique (incendie d'une cellule de stockage) et le risque toxique (fumées toxiques se dégageant d'un éventuel incendie).

Pour pallier ces risques, des dispositions constructives et organisationnelles sont opérationnelles sur le site :

- détection incendie adaptée sur l'ensemble des cellules de stockage (dont détection spécifique de gaz chlorés sur les cellules dédiées aux stockage de produits de piscine), les quais, locaux techniques et les bureaux ;
- système d'extinction automatique d'incendie (diffuseurs de mousse, émulseurs, pompes, ..) ;
- murs et parois coupe-feu ;
- portes coupe feu entre cellules et quais (avec fermeture asservie au système de détection) ;
- présence d'exutoires de fumées à commande manuelle et automatique (les cellules les plus anciennes disposent d'exutoires à commande manuelle uniquement) ;
- bassins de rétention des eaux d'extinction ;
- plan d'opération interne et son dispositif d'astreinte.

C. Contexte géographique communal

i. Caractéristiques physiques

Plateau et val

Les communes de Fossé et de Marolles sont entièrement situées sur le plateau, au nord de Blois et occupent environ 1000 hectares chacune.

Le territoire communal de Fossé présente une déclivité dans sa limite avec St-Bohaire, limite empruntant le cours de la Cisse, petit affluent de la Loire. Hormis cette déclivité, Fossé s'élève à 114m d'altitude moyenne.

Le bâti est dispersé sur plusieurs sites : bourg historique proche de la RD957, hameau de Vilaine au nord-est du centre-bourg, hameau d'Audun, à l'ouest du bourg, ainsi que des ensembles plus récents, et une zone d'activité à l'Est de la RD 957.

En ce qui concerne Marolles, le territoire communal présente une altitude comprise entre 109 et 115m d'altitude. Le bâti est constitué de deux sites : le bourg historique au centre de la commune étiré le long des voies qui le traversent et le hameau de Villemalard.

Occupation du sol

La commune de Fossé présente deux massifs boisés importants et quelques bois proches de la vallée de la Cisse. Hormis ces éléments, la commune offre un paysage de Beauce totalement ouvert sans déclivité.

La commune de Marolles comprend un massif boisé important qui emprunte la vallée de la Grande Pierre et qui fait partie d'une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF de la vallée de la Grande Pierre et Vitain). Le bourg de Marolles est prolongé au nord par un massif qui rejoint celui de la vallée de la Grande Pierre.

Les terres agricoles de ces deux communes sont estimées à très forte valeur agronomique.

Urbanisation

L'urbanisation de Fossé présente un caractère éclaté, avec de nombreux hameaux.

L'urbanisation de Marolles s'est elle cantonnée au bourg avec des développements récents linéaires. Le hameau de Villemalard a subi la pression urbaine due à sa proximité avec la RD 957 et la zone d'activité de Fossé-Marolles-Villebarou.

L'entreprise Appro-Service a été implantée près de l'axe qui relie Fossé à Blois, dans une zone industrielle nommée " parc d'activité Euro Val de Loire Fossé-Marolles-Villebarou " de près de 60 hectares. L'entreprise est physiquement sur la commune de Fossé et est située à environ :

- 400m du bourg de Fossé,
- 300m de la limite de la commune de Marolles,
- 700m du centre du hameau de Villemalard
- 270 m de la RD 957

ii. Contexte socio-économique

Séparées de la ville de Blois uniquement par Villebarou, site de l'une des plus grandes zones d'activité d'Agglopolys, Fossé et Marolles sont des communes péri-urbaines dont les derniers recensements montrent des évolutions démographiques différentes. Alors que Fossé a gagné 136 habitants depuis 1999 (+ 17%) pour atteindre un peu moins de 1 000 habitants en 2007, Marolles a perdu 18 habitants entre 1999 et 2006, arrivant à une population ne dépassant pas 700 habitants.

iii. Organisation institutionnelle

Les communes de Fossé et de Marolles adhèrent à la communauté d'agglomération d'Agglopolys dont Blois est la ville centre. Partie avec 9 communes au début des années 2000, Agglopolys atteint aujourd'hui 26 communes (85 800 habitants estimés en 2006) dont 12 au nord et 14 au sud.

II- Le dimensionnement du PPRT

A. Les phénomènes dangereux non pertinents pour le PPRT

En application de la circulaire du 3 octobre 2005, les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible sont écartés du PPRT. Ainsi, les phénomènes dangereux dont la classe de probabilité est E¹, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, sont exclus du PPRT à la condition que :

- cette classe de probabilité repose sur une mesure de sécurité passive vis à vis de chaque scénario identifié ;
- ou cette classe de probabilité repose sur au moins deux mesures techniques de sécurité pour chaque scénario identifié, et qu'elle soit maintenue en cas de défaillance d'une mesure de sécurité technique, en place ou prescrite.

Aucun phénomène dangereux présenté dans l'étude de dangers de l'exploitant n'est coté E en probabilité donc aucun phénomène dangereux n'est écarté selon la règle citée ci-dessus.

B. Le périmètre d'étude et le périmètre d'exposition aux risques

Une étude de dangers a été réalisée en 2006, intégrant les nouvelles obligations législatives issues de la loi de juillet 2003 et de ses textes d'application, ainsi que le projet d'extension n°3. Un complément à cette étude a été effectué en octobre 2006. Hormis le déversement accidentel de produits polluants dans le milieu naturel, 3 autres scénarios d'accidents majeurs ont été retenus dans l'étude de dangers. Ces scénarios portent tous sur le risque d'incendie (incendie de cellules de stockage de produits agro-pharmaceutiques ou de produits combustibles, incendie généralisé) générant (cf tableau de synthèse) :

- des effets thermiques, à l'intérieur et à l'extérieur du site (distances d'effet comprises entre 0 et 51 m),
- mais pas d'effets toxiques, irréversibles ou létaux, au niveau du sol.

Compte tenu de la circulaire alors en vigueur du 27 mars 1991 relative à l'évacuation des conséquences des incendies dans les stockages de produits pharmaceutiques (circulaire abrogée depuis et remplacée par la circulaire du 26 février 2008), des servitudes d'utilité publique existant jusqu'alors, des limites du modèle mathématique et de la demande de l'industriel, il a néanmoins été décidé de considérer des périmètres d'isolement de 100m et 200m autour du site d'Appro Service pour l'effet toxique.

Les phénomènes dangereux examinés dans l'étude de danger ont été caractérisés par leur probabilité d'occurrence, l'intensité de leurs effets et leur cinétique (cf tableau de synthèse).

¹ Evénement de probabilité E : événement possible mais extrêmement improbable

Tableau de synthèse - Phénomènes dangereux retenus dans le cadre de l'élaboration du PPRT :

N° Phé.	Commentaire	Proba indice	Type d'effet	Effet Très Grave (1) (m)	Effet Grave (2) (m)	Effet Significatif (3) (m)	Cinétique
1	Incendie de cellules de produits agropharmaceutiques	D (4)	toxique	-	100	200	Rapide
2	Incendie cellule avec mur coupe-feu (toutes sauf F)	D	thermique	-	-	30	Rapide
3	Incendie hall F et quai 1	D	thermique	16	26	38	Rapide
4	Incendie quai 2	D	thermique	16	26	38	Rapide
5	Incendie quai 3	D	thermique	16	26	38	Rapide
6	Incendie hall V	D	thermique	-	-	19	Rapide
7	Incendie liaison et quai 4	D	thermique	17	24	33	Rapide
8	Incendie cellule I (longueur)	D	thermique	-	32	51	Rapide
9	Incendie cellule J (longueur)	D	thermique	-	32	51	Rapide
10	Incendie cellule T U S (longueur)	D	thermique	-	32	51	Rapide

(1) zone des dangers très graves : délimitées par les seuils des effets létaux significatifs

(2) zone des dangers graves : entre les seuils des effets létaux significatifs et les seuils des effets létaux

(3) zone des dangers significatifs : entre les seuils des effets létaux et les seuils des effets irréversibles

(4) Classe de probabilité D : " événement très improbable ", ayant une probabilité entre 10^{-5} et 10^{-4} de se produire par an.

Les distances d'effet sont déterminées par rapport aux parois des installations.

Le 21 décembre 2007, la société Appro Service a déposé une demande d'autorisation de stocker des produits d'entretien des eaux de piscine sur son site, accompagnée d'une étude des dangers relatifs à la nature de ces nouveaux produits stockés, complétée par une analyse critique. Deux scénarii d'incendie ont été alors retenus dans le cadre de ces études. La tierce expertise a conclu pour les deux cas à l'absence de retombées au sol ayant des concentrations suffisamment élevées pour atteindre les seuils des effets toxiques redoutés. Le seuil des effets significatifs peut toutefois être atteint à 5- 10 m de hauteur, jusqu'à une distance de 120 m environ dans des conditions de vent fort, zone qui est comprise dans le périmètre des servitudes d'utilité publique. Des mesures de réduction de la probabilité d'occurrence et de la gravité du sinistre, notamment une détection de gaz chlorés, ont été prescrites à l'exploitant le 7 mai 2008. Cette modification des installations n'a donc pas pour conséquence la prise en compte d'un nouveau phénomène dangereux dans le cadre de l'élaboration du PPRT.

Le périmètre d'étude du PPRT (cf carte page suivante) est défini par la courbe enveloppe de l'ensemble des effets des phénomènes dangereux (effets thermiques et effets toxiques) présenté au tableau précédent. Il concerne les communes de FOSSE et de MAROLLES. Il est confondu avec le **périmètre d'exposition aux risques**.

Le périmètre d'étude est inscrit en totalité dans le rayon de couverture du plan particulier d'intervention (PPI) d'Appro Service. Ce PPI, approuvé par arrêté préfectoral le 19/02/04, s'applique sur une zone couvrant les terrains situés dans un rayon de 1 km de rayon autour de l'établissement (rayon mentionné dans la plaquette d'information). En 2006, suite à la réalisation d'une nouvelle étude de danger, il a été décidé de réduire le rayon relatif à la zone d'application du PPI à 400 m. Le PPI est actuellement en cours de révision sur cette base.

PPRT de Fossé (ApproService)

Périmètre d'étude du PPRT (existant et extension)



III - Les modes de participation du PPRT

A. Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT

Le législateur a confié à l'Etat la responsabilité d'élaborer les PPRT. L'État représenté par le Préfet et son équipe projet (DRIRE-DDE) définit le périmètre d'étude, élabore le zonage réglementaire et les règles de maîtrise de l'urbanisation qui y sont associés. Ce travail est mené en collaboration avec les personnes et organismes associés.

En application de l'article L515-22 du Code de l'environnement, les exploitants des installations à l'origine du risque, les communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme et dont le périmètre d'intervention est couvert en tout ou partie par le plan ainsi que le comité local d'information et de concertation créé par arrêté préfectoral n° 2006.139.12 du 19 mai 2006 en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement, sont notamment associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques.

A l'issue de la réunion du CLIC du 19 juin 2006, il a été proposé d'associer à la procédure d'élaboration du PPRT les personnes et organismes suivants :

- la société Appro Service dont l'adresse du siège social et de l'établissement concerné est Zone d'activités Euro Val de Loire - 41330 FOSSE ;
- la DRIRE ;
- la DDEA ;
- le maire de la commune de FOSSE (représentant également Agglopolys) ou son représentant ;
- un représentant de la commune de MAROLLES ;
- un représentant du CLIC, membre du collège des riverains ;
- un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- un représentant de la Préfecture ;
- le SDIS en tant que besoin,
- le SIDPC.

B. Les modalités de la concertation

L'article L.515-22 du code l'environnement précise que le préfet définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques dans les conditions prévues à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme. Il s'agit d'échanger durant l'élaboration du projet, avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. Préalablement à la prescription du plan de prévention des risques, les communes concernées donnent leur avis sur les dispositions concernant les modalités de concertation.

Lors de la réunion du CLIC du 19 juin 2006, les modalités suivantes pour la concertation ont été présentées :

- mise à disposition du public des documents d'élaboration du projet de PPRT en mairies de FOSSE et de MAROLLES et sur le site Internet de la préfecture de Loir-et-Cher ;
- mise en place d'un registre à la mairie de FOSSE et à la mairie de MAROLLES pour recueillir les observations du public. Le public peut également exprimer ses observations par courrier électronique ;
- organisation d'une réunion publique d'information par la préfecture de Loir-et-Cher si nécessaire.

Deux communes étant concernées par le périmètre d'étude du PPRT, celles de FOSSE et de MAROLLES, celles-ci ont été consultées sur les modalités de la concertation.

IV - Les études techniques

A. Le mode de qualification de l'aléa

L'aléa technologique est une composante du risque industriel. Il désigne la **probabilité** qu'un phénomène dangereux produise en un point donné du territoire, des effets d'une **intensité** physique définie.

Les activités de stockage de produits phytosanitaires de l'entreprise Appro Service en font un site potentiellement à risque. Le principal risque associé est un risque d'incendie. L'incendie des produits stockés sur le site peut avoir deux conséquences :

- des effets thermiques (élévation de la température provoquant brûlures internes, externes partielles ou totales des personnes exposées, inflammation des structures voisines, etc)
- des effets toxiques (fumées dégagées contenant un certain nombre de polluants, associés à la composition chimique des produits stockés, toxiques par inhalation).

Les effets thermiques et toxiques sont hiérarchisés en fonction de seuils réglementaires définissant les **zones des dangers très graves** (seuil des effets létaux significatifs), les zones **des dangers graves** (seuil des effets létaux) et **zones des dangers significatifs** (seuil des effets irréversibles).

En un point du territoire, sont analysés le cumul des effets (intensité des effets calculés par des modélisations) de tous les phénomènes dangereux et le cumul des probabilités d'occurrence de ces phénomènes dangereux. La combinaison de ces deux données définit l'aléa technologique. L'aléa technologique est lui même hiérarchisé selon 7 niveaux comme l'indique le tableau ci-dessous. Le niveau le plus élevé, TF+ (Très Fort Plus), correspond à un aléa combinant des effets très intenses et une forte probabilité d'occurrence. Puis les niveaux se déclinent en TF (très fort), F+ (fort +), F (fort), M+ (moyen +) et M (moyen), jusqu'à Fai pour l'aléa le plus faible.:

Tableau de définition des niveaux d'aléas :

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique ou de surpression sur les personnes, en un point donné	Très grave			Grave			Significatif			Indirect
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	Tous
Niveau d'aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai			

Aléas du site d'Appro Service :

Les phénomènes retenus suite à l'examen de l'étude de dangers de la société Appro Service sont tous à cinétique rapide. L'association intensité des effets/classe de probabilité, tous phénomènes superposés, conduit, suivant les grilles du ministère, à l'attribution d'un niveau d'aléa en chaque point du périmètre d'étude. La carte finale d'aléas définit deux zones :

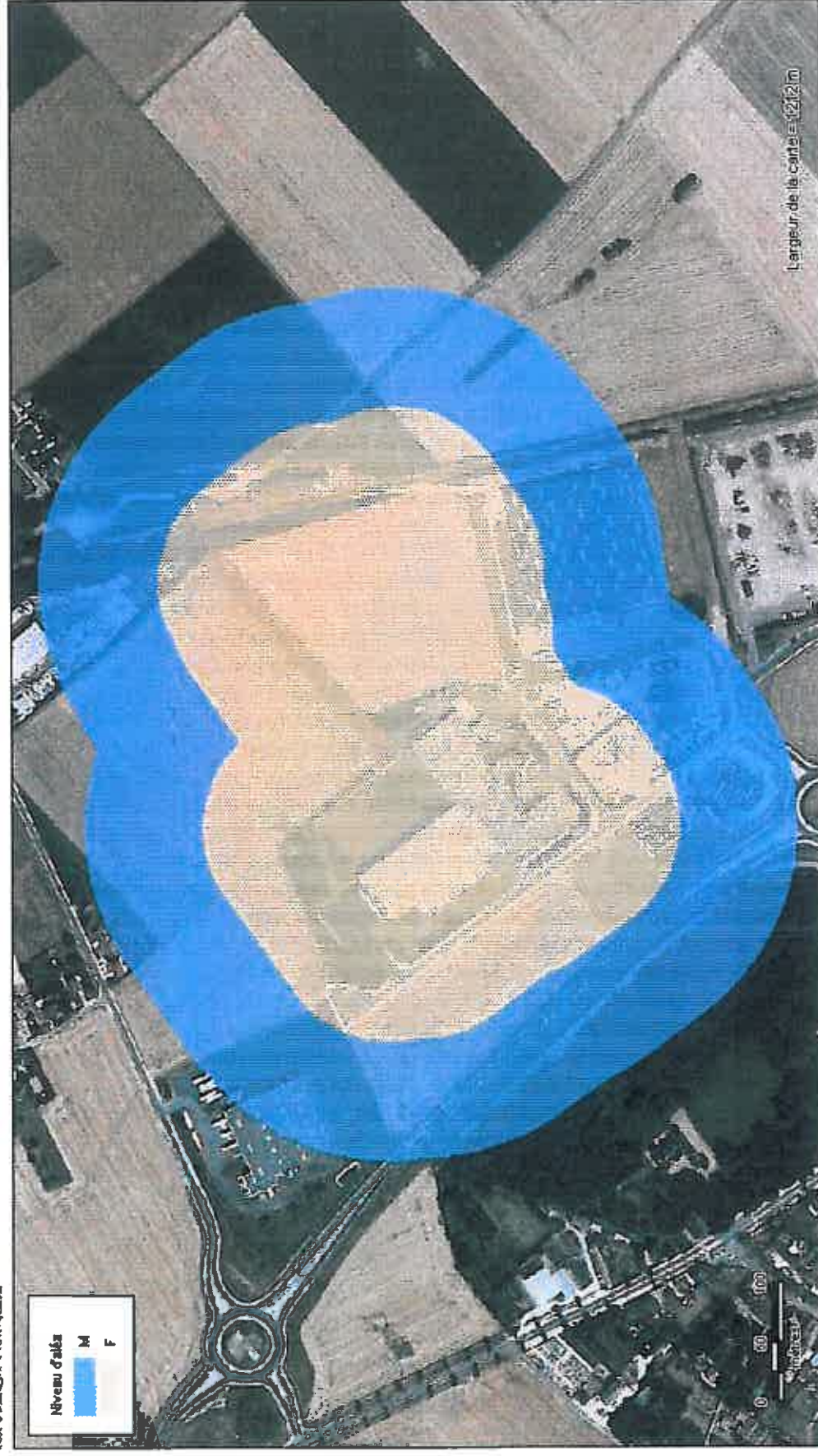
- une zone d'aléa fort (F) comprenant la zone d'effet toxique, aléa fort (F), ainsi que les zones d'effet thermique, aléas fort (F), moyen + (M+) et moyen (M) s'étendant sur une zone de 100 m depuis les cellules de stockage,
- une zone d'aléa moyen (M) comprenant la zone d'effet toxique, aléa moyen (M) s'étendant sur la zone située entre 100 et 200 m depuis les cellules de stockage,.

La carte d'aléas (carte associant l'intensité et la probabilité de l'ensemble des phénomènes dangereux) définitive a été établie en mars 2007. Ci après sont présentées respectivement la carte des aléas thermiques, des aléas toxiques et de tout type d'aléa confondu.

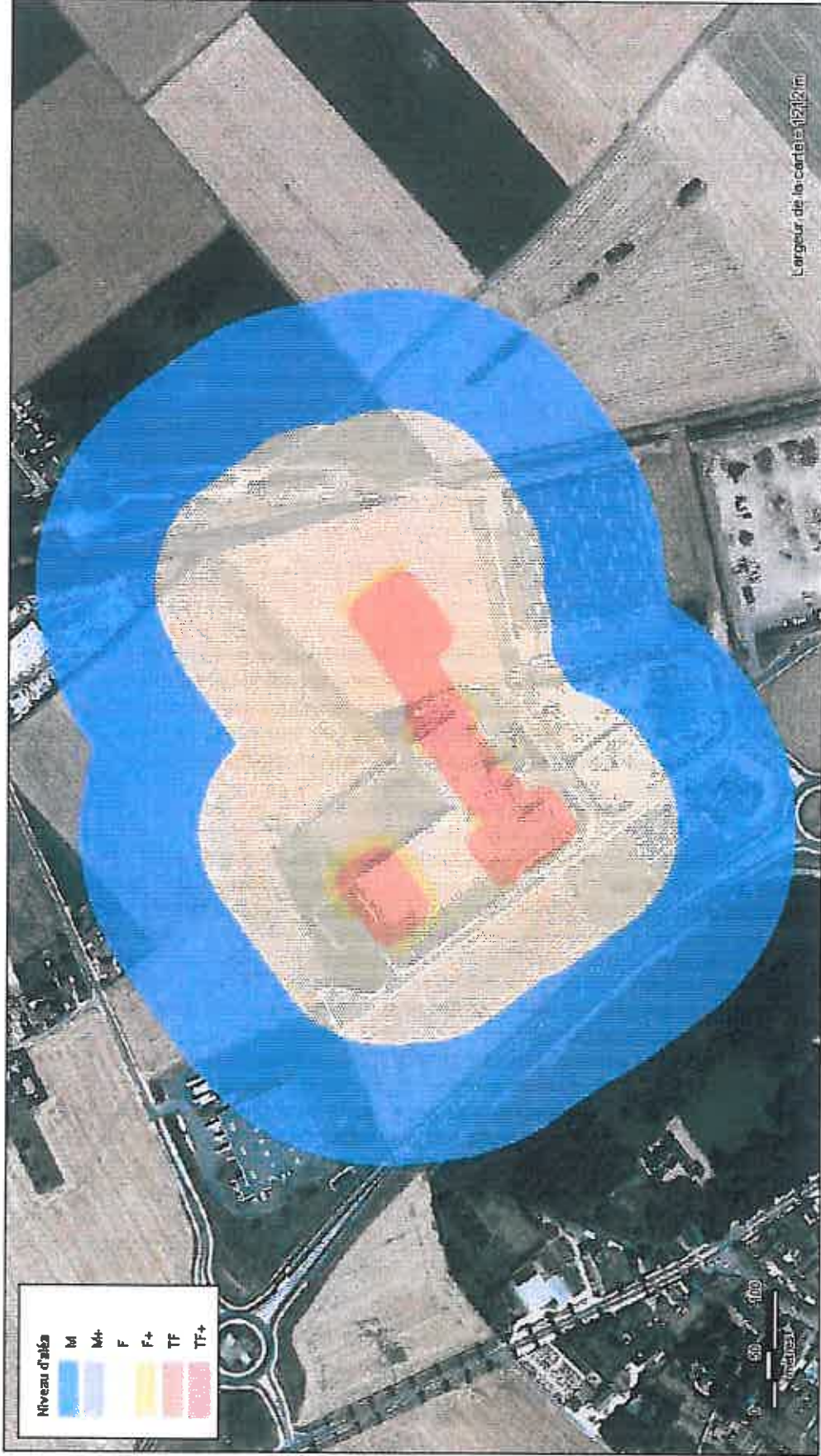
PPR de Fossé (ApproService) Carte d'aléa des effets thermiques



PPR de Fossé (ApproService) Carte d'aléa des effets toxiques



PPRT de Fossé (ApproService) Enveloppes des aléas tous types d'effets confondus



B. La description des enjeux

i. Réglementation actuelle

Occupation du sol : dans les documents de planification existants sur les communes de Fossé (plan local d'urbanisme – PLU) et de Marolles (POS valant PLU), la zone délimitée par le périmètre d'exposition aux risques se compose de terrains dont les destinations sont les suivantes :

Fossé :

- zones UI, UIa, destinées à accueillir des activités industrielles, commerciales, artisanales, ainsi que des bureaux, entrepôts et activités supports,
- zone 1AUI, peu ou pas encore équipée, à vocation dominante d'activités,
- zone N : espaces naturels. Les terrains situés dans le périmètre d'étude et en zone N du PLU sont par ailleurs inscrits en espace boisé classé.

Marolles :

- zone UB, d'urbanisation périphérique à usage d'habitat, services, commerces et activités,
- zone UI, zone d'activités réservée aux installations à caractère industriel, commercial ou artisanal, ainsi qu'aux bureaux, entrepôts et activités supports,
- zone UY, concernant l'emprise utilisée par la SNCF,
- zone NC, naturelle, à vocation agricole.

De plus, dans la partie est du secteur d'étude, des servitudes d'utilité publique liées aux lignes électrique et aux propriétés SNCF s'appliquent.

Maîtrise de l'urbanisation : depuis sa création, l'établissement a été autorisé au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, avec mise en place de servitudes d'utilité publique. Ces servitudes d'utilité publique, qui sont annexées au PLU de Fossé et au POS valant PLU de Marolles, induisent les restrictions d'occupation du sol mentionnées dans le tableau ci-après. Par leurs mesures, elles ont permis d'éviter l'implantation de constructions d'habitations, et autres enjeux vulnérables, autour du site d'Appro Service.

Prescriptions portées dans les servitudes d'utilité publique d'Appro Service à Fossé :

Zone autour des bâtiments de stockage	Interdictions
- rayon de 30 m	- aucune construction habitée ou occupée par des tiers, quel qu'en soit l'usage
- rayon de 100 m	- aucune construction à usage d'habitation, à l'exception du bâtiment nécessaire au logement de personnes dont la présence est indispensable pour assurer la direction ou la surveillance, - aucun établissement recevant du public, - aucun établissement relevant du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement présentant des risques susceptibles d'augmenter la probabilité ou la gravité d'un accident au sein de la société Appro Service
- rayon de 200 m	- aucun immeuble de grande hauteur au sens de l'article R122-2 du code de la construction et de l'habitation (*), - aucun établissement recevant du public de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} catégorie, - aucun terrain destiné au camping ou au stationnement de caravanes, - aucun parc d'attraction ou aire de jeux

(* : extrait de l'art. R122-2 du code de la construction et de l'habitation : constitue un immeuble de grande hauteur (...) tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé, par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable pour les engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie :

- à 50 mètres pour les immeubles à usage d'habitation, tels qu'ils sont définis par l'article R. 111-1 ;
- à plus de 28 mètres pour tous les autres immeubles)

Lors de l'extension n°3, des mesures visant à réduire la vulnérabilité des constructions existantes effectivement occupées sur des parcelles comprises dans le rayon des 200 m ainsi que celle des projets nouveaux dans la même zone ont par ailleurs été portées dans les servitudes d'utilité publique. Ces dispositions consistent en la mise en place de locaux de mise à l'abri pour les nouveaux projets (dispositions constructives et règles associées à ces locaux définies à l'article 4 de l'arrêté n° 2007-185-13 du 4 juillet 2007). Pour ce qui concerne les constructions existantes, il s'agit de mesures visant à la mise à l'abri des personnels dès que des produits agropharmaceutiques toxiques sont effectivement stockés dans les halls de l'extension prévus à cet effet.

ii. Description des enjeux

Les enjeux sont les personnes, biens, activités, éléments du patrimoine culturel ou environnemental menacés par un aléa ou susceptibles d'être affectés ou endommagés en cas d'accident majeur sur le site d'Appro Service. Ils sont liés à l'occupation du territoire et à son fonctionnement.

La vulnérabilité d'un enjeu correspond à sa sensibilité, plus ou moins forte vis à vis de l'aléa en cas d'accident majeur.

L'analyse des enjeux a pour objectif d'identifier les éléments d'occupation du sol et de fonctionnement du territoire, qui feront potentiellement l'objet d'une réglementation.

Les enjeux sont regroupés par catégorie : habitat, activités, Etablissements Recevant du Public (ERP), espaces publics ouverts, infrastructures de déplacement et transport, ouvrages, équipement d'intérêt général, éléments d'occupation du sol, fonctionnement du territoire...

Le site industriel d'Appro Service est implanté en zone péri-urbaine, à vocation industrielle, au nord de Blois. Dans le périmètre d'étude, on recense les enjeux suivants :

- dans la partie centrale, au sud et au nord-ouest : zone d'activités comprenant un établissement recevant du public,
- en bordure ouest : la route départementale 957,
- au nord : une partie non construite, d'une zone d'habitat (hameau de " Vilaine " sur Fossé) et des terrains agricoles,
- au nord-est : une partie d'une zone d'habitat (hameau de " Villemalard " sur Marolles) et des terrains agricoles,
- à l'est et sud-est : ligne et bâtiment de la SNCF et des terrains agricoles.

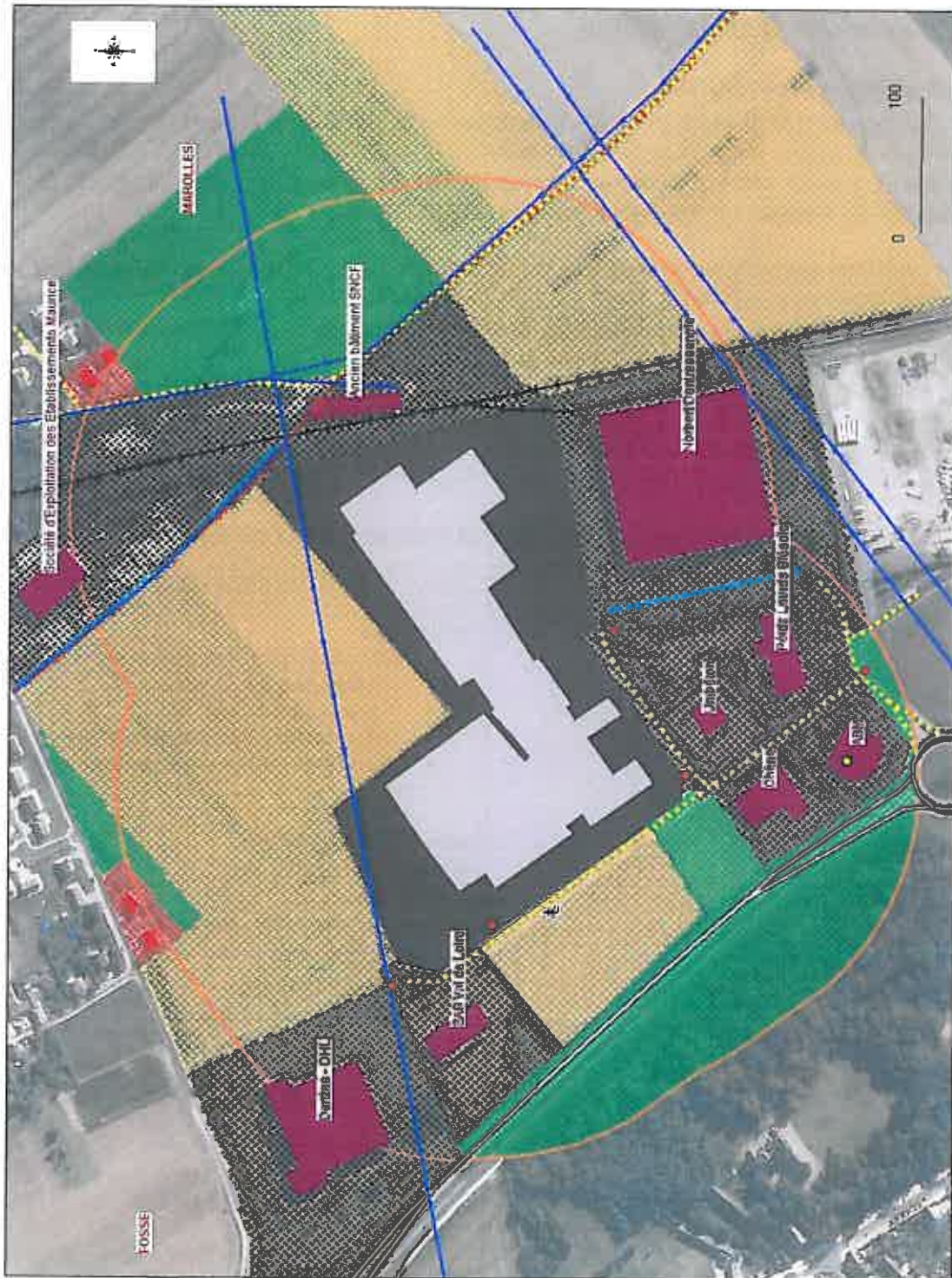
Différents réseaux et voies de desserte sont par ailleurs présents dans le périmètre.

Le résultat de l'inventaire des enjeux est reporté dans le tableau et la cartographie des enjeux pages suivantes.

Tableau récapitulant les enjeux présents dans la zone d'étude :

Catégories d'enjeu	Enjeux	Caractéristiques
Urbanisation existante	- maison d'habitation sur Marolles au lieu-dit " Villemalard ",	- uniquement partie du garage concernée,
	- maisons d'habitation sur Fossé au lieu-dit " Vilaine "	- jardins, arrière de 3 terrains d'habitation (maisons pas dans le périmètre)
	- site d'Appro Service	
	- Chêne SA	- activité de mécanique générale/mécanique et outillage de précision – Fossé -effectif 9 personnes (procédure d'extension fin 2008 – 2009)
	- Danzas/DHL Express	- transport routier de marchandises de proximité/logistique – Fossé – effectif de 30 personnes
	- Norbert Dentressangle/ND Logistics	- transport/logistique – Fossé – 25 personnes
	- Poids Lourds Blésois (PLB)	- entretien poids lourds – Fossé – 26 personnes + projet en cours en 2009 (PC accordé) pour des locaux supplémentaires
	- Unibéton	- centrale de béton – Fossé -4 personnes
	-Société d'Exploitation des Etablissements Maurice	- récupération de matières métalliques recyclables – Marolles – 20 personnes
	- Alliance Bois Matériel (ABM)	- négoce, location, réparation , accessoires de bâtiment et TP – Fossé – 16 personnes – moins de 20 personnes en potentiel d'accueil - ERP de 5 ^{ème} catégorie -2 ^{ème} groupe/type M (pas de visite de sécurité, obligation uniquement d'avoir un extincteur et un poste téléphonique)
	- SAS Val de Loire (implantée fin 2008 – 2009 en cours d'élaboration du PPR)	- garage pour véhicules industriels
	- parking poids lourds	- parking lié à la société PLB (projet déposé en 2008)
	- terrains agricoles, espaces boisés classés	- certains ponctuellement servent de pacage pour chèvres
Etablissement recevant du public	- Alliance Bois Matériel (ABM)	Cf ci-dessus
Infrastructures de transport	- RD n° 957 et rond-point d'accès	- trafic moyen en 2006 : environ 14 500 véhicules/jour
	- voies de desserte	
	- ligne SNCF et ancien bâtiment SNCF désaffecté	- ligne " Pont de Braye-Blais " n°559 000. Trafic de marchandises de Blois jusqu'à Villefrancoeur - bâtiment dénommé ex-entrepôt Poulain
Ouvrages et équipements d'intérêt général	- transformateur EDF et réseaux divers (EDF, Tél,...)	

PPRT APPRO SERVICE - Carte des enjeux (édition juillet 2009)



Éléments de repérage

- Périmètre d'étude (= périmètre d'exposition aux risques)
- Emprise foncière de Appro-Service
- Unité communale

Occupation du sol

- Espace non urbanisé
- Espace agricole
- Activité industrielle
- Habitat

Typologie du bâti

- Activités
- Habitat
- Appro Service

Etablissement Recevant du Public

- Erp de catégorie 5

Ouvrages et équipements

- Poste EDF
- Poste incendie
- Ligne EDF

Infrastructures de transport

- Voie principale
- Voie ferrée
- Voie de desserte
- Modeaux de déplacements (piétons)

C. Superposition aléas / enjeux

i. Superposition aléas/enjeux

Cette étape a pour but de clore les études techniques ou de proposer la mise en œuvre d'investigations plus poussées pour mieux caractériser la vulnérabilité de certains enjeux vis à vis des aléas. La superposition aléas/enjeux permet alors d'avoir une perception de l'impact global des aléas sur le territoire. La cartographie en résultant est présentée à la page suivante.

La superposition des aléas et des enjeux constitue le fondement technique de la démarche de finalisation des études nécessaires à l'élaboration des PPRT. Cette superposition permet :

- de définir un zonage brut, résultant de la traduction sur une photo aérienne du tableau de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation ;
- d'identifier si nécessaire des investigations complémentaires dont l'objectif est d'apporter des éléments permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT, en gardant à l'esprit qu'il s'agit de protéger les personnes et non les biens.

Le tableau ci-dessous récapitule pour chaque zone globale, les enjeux concernés :

ZONES	EFFET	ENJEUX TOUCHES
F	toxique (F) et thermique(F, M+, M ou rien)	<ul style="list-style-type: none"> - industriels : <ul style="list-style-type: none"> • Dentressangle (complément/M) • Unibéton/unimix (totalité), • Chêne (complément / M) • SAS Val de Loire (complément/M), • PLB (projet de locaux supplémentaires – partie en F) - ancien bâtiment SNCF - transformateur EDF - parking pour PLB, - voies de desserte, autre, réseau SNCF, réseaux
M	toxique(M)	<ul style="list-style-type: none"> - Industriels : <ul style="list-style-type: none"> • Danzas/DHL (½), • SE Ets Maurice (extrémité), • Dentressangle (majorité), • PLB (totalité pour les locaux existant en 2008), • PLB (projet de locaux supplémentaires – partie en M) • ABM (totalité), • Chêne (extrémité + extension), • SAS Val de Loire (majorité) - maison d'habitation (petite extrémité du garage) et côté du terrain, - jardins/arrière de 2 maisons d'habitation - RD n°957, voies secondaires et voies de desserte, - extrémité du rond-point, - réseaux, - champs + usage de pacage de chèvres - espace boisé (parc château)

. ii. Zonage brut

Le zonage brut permet d'avoir un premier aperçu du futur zonage réglementaire et sert ainsi de base à la détermination de la stratégie du PPRT. Il est établi à partir des cartes des aléas (en prenant en compte l'ensemble des types d'effets - thermiques, toxiques) et des enjeux, sur la base des principes de zonage de maîtrise de l'urbanisation future préconisés dans le guide de l'élaboration des PPRT (version n°2).

Tableau - correspondance entre les niveaux d'aléa et les principes de réglementation pour l'urbanisation future :

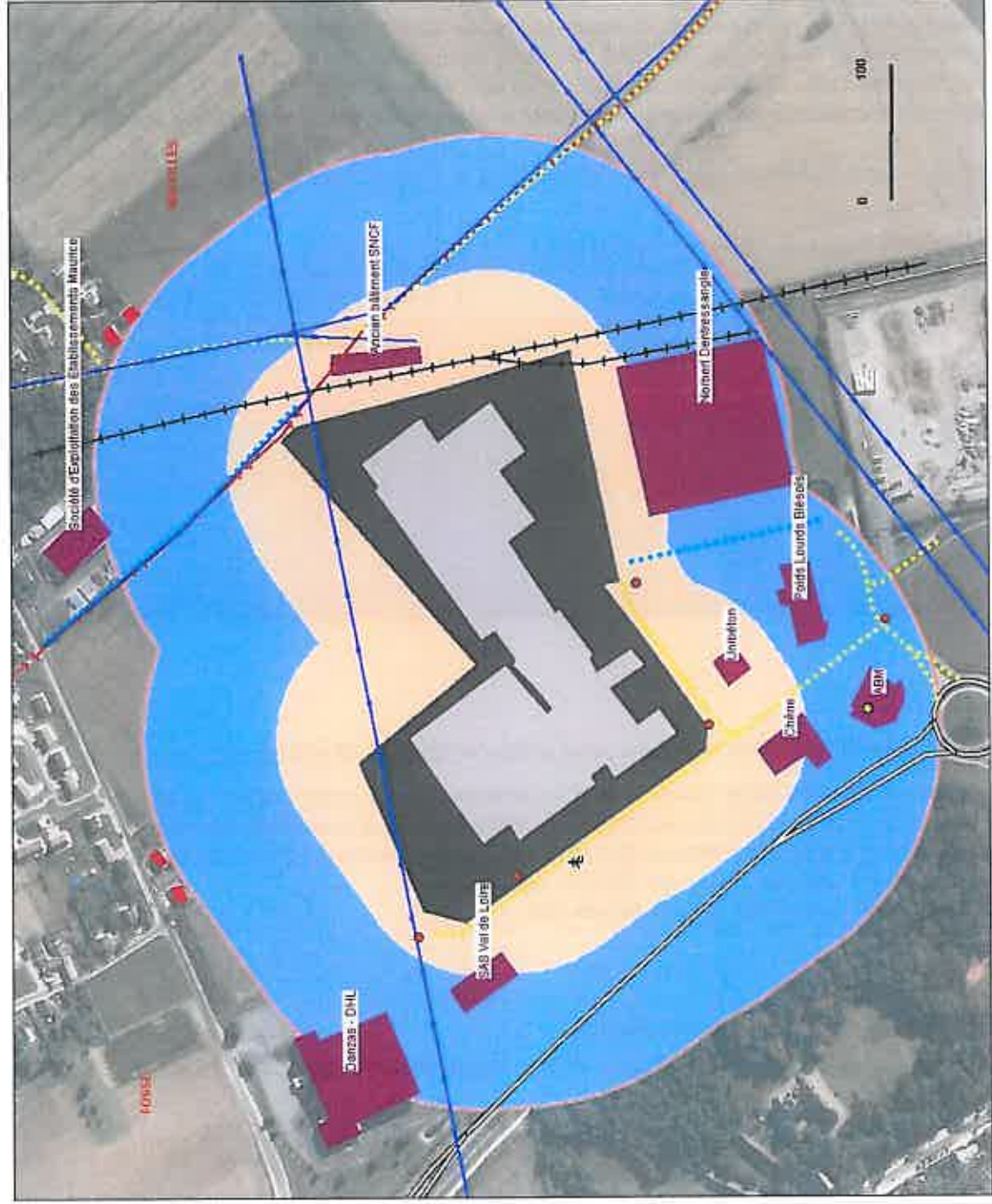
Niveau d'aléa	Zone réglementée	Mesures de maîtrise de l'urbanisation	Secteurs fonciers possibles (expropriation, délaissement)
Aléa toxique fort (F) aléa thermique fort (F)	r (rouge clair)	Interdictions avec aménagements	Expropriation : non prévue délaissement : possible, selon contexte local
Aléa thermique moyen plus (M+)	h (bleu foncé)	Autorisations limitées	Non prévus
Aléa toxique moyen (M) aléa thermique moyen (M)	b (bleu clair)	Autorisations sous conditions	Non prévus

Dans le cadre du PPR d'Appro Service, cinq zones ont ainsi été identifiées (cf carte du zonage brut) :

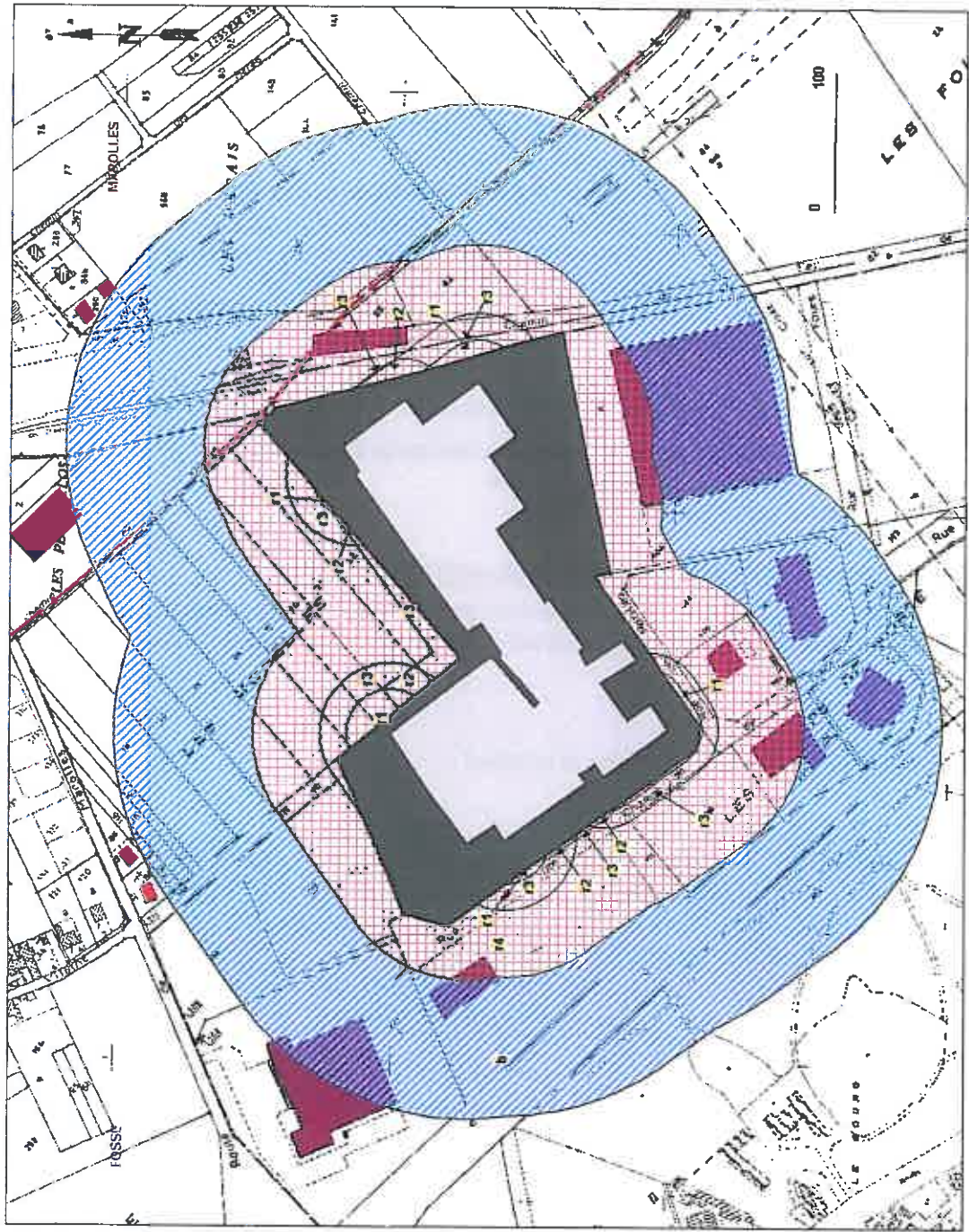
- une zone r1 : zone d'aléa toxique fort (F) combinée avec une zone d'aléa thermique fort (F),
- une zone r2 : zone d'aléa toxique fort (F) combinée avec une zone d'aléa thermique moyen plus (M+),
- une zone r3 : zone d'aléa toxique fort (F) combinée avec une zone d'aléa thermique moyen (M),
- une zone r4 : zone d'aléa toxique fort (F) uniquement,
- une zone b : zone d'aléa toxique moyen (M).

. iii. Investigations complémentaires

Dans le cas présent, aucun enjeu d'une vulnérabilité importante nécessitant des investigations complémentaires n'a été identifié.



- Éléments de repérage**
- Périmètre d'étude (= périmètre d'exposition aux risques)
 - Emprise foncière de Appro-Services
 - Limite communale
- Niveau d'aléa**
- F
 - M
- Typologie du bâti**
- Activité
 - Habitat
 - Appro services
- Établissement Recevant du Public**
- ERP de catégorie 5
- Ouvrages et équipements**
- Poste EDF
 - Poste incendie
 - Ligne EDF
- Infrastructures de transport**
- Voie principale
 - Voie ferrée
 - Voie de desserte
 - Modes doux de déplacements (péto)



Édition : DDEA 41/SRGC9R - Source DDEA 41/DRIRE Centre - MAPINFO 07.8 - GIGN BD PARCELLAIRE © - Reproduction Interdite

V - La phase des stratégie du PPRT

La phase d'élaboration de la stratégie du PPRT est une phase primordiale de réflexion et de choix. Elle consiste à définir, en fonction du niveau d'exposition aux risques, les secteurs dans lesquels des mesures doivent être prises pour atteindre les objectifs d'un PPRT :

- des mesures de maîtrise de l'urbanisation dans l'objectif de ne pas aggraver le risque,
- des mesures constructives sur le bâti existant ou futur pour diminuer la vulnérabilité des enjeux humains et permettre ainsi d'atteindre les objectifs de diminution ou non aggravation du risque,
- des prescriptions sur les usages qui répondent aux mêmes objectifs,
- d'éventuelles mesures foncières (expropriation ou délaissement) sur le bâti existant dans les zones où le risque est jugé trop préoccupant.

Les points principaux de la stratégie du PPRT d'Appro Service ont plus précisément été axés sur :

- le zonage réglementaire (adéquation avec les servitudes existantes),
- les choix de maîtrise de l'urbanisation future,
- les prescriptions techniques sur l'existant.

A. Les grands principes nationaux de réglementation

Les principes de base pour la détermination des principes de réglementation à appliquer a minima dans les différentes zones du PPRT sont déterminés par le guide méthodologique (cf tableau page 19 et ci-dessous).

. Mesures physiques sur le bâti (futur et existant) :

Niveau d'aléa	Zone réglementée	Mesures physiques sur le bâti futur	Mesures physiques sur le bâti existant
Aléa toxique fort (F)	r (rouge clair)	<u>A prescrire</u> : - confinement pour les activités industrielles autorisées	<u>A prescrire</u> : - confinement obligatoire pour les établissements sensibles et les ERP. - confinement obligatoire selon des critères simples pour les locaux d'activité et les habitations
Aléa thermique fort (F)	r (rouge clair)	<u>A prescrire</u> : - matériaux de protection contre l'effet thermique pour les activités industrielles autorisées. - constructions en bardage interdites	- sans objet car pas de bâti existant dans la zone

Niveau d'aléa	Zone réglementée	Mesures physiques sur le bâti futur	Mesures physiques sur le bâti existant
Aléa thermique moyen plus (M+)	b (bleu foncé)	<u>A prescrire</u> : - matériaux de protection contre l'effet thermique pour les activités industrielles autorisées - constructions en bardage interdites	- sans objet car pas de bâti existant dans la zone
Aléa toxique moyen (M)	b (bleu clair)	<u>A prescrire</u> : - confinement	<u>A prescrire</u> : - confinement des établissements sensibles et des ERP à adapter au contexte local - confinement des locaux d'activité <u>A recommander</u> : - confinement des habitations des particuliers (sans objet ici)
Aléa thermique moyen (M)	b (bleu clair)	<u>A prescrire</u> : - matériaux de protection contre l'effet thermique pour les activités industrielles autorisées - constructions en bardage interdites	- sans objet car pas de bâti existant dans la zone

Le guide PPRT présente également des mesures envisageables sur les infrastructures routières, transport de matières dangereuses, transports collectifs, etc...

B. Les choix stratégiques – Les principales orientations

A partir des éléments techniques (superposition des aléas et des enjeux, zonage brut) spécifiques au territoire, des principes de réglementation à appliquer a minima dans les différents zones du PPRT déterminés par le guide méthodologique version novembre 2007 (cf tableaux pages 19 et 22) et du contexte local, le groupe de travail des Personnes et Organismes Associés (POA) a procédé à l'identification des alternatives et des solutions possibles concernant la maîtrise de l'urbanisation, la réglementation des usages et la prescription de mesures sur le bâti.

La stratégie du PPRT de la société Appro Service s'est dessinée au cours des différents échanges entre les POA au cours des deux premières réunions (20 juin 2008 et 12 septembre 2008). Elle s'est affinée au cours de la procédure d'élaboration du PPRT.

Des compléments techniques au guide méthodologique de 2007, venant préciser et parfois renforcer certaines préconisations en matière de confinement, ont été publiés à partir d'octobre 2008. En accord avec l'administration centrale, il a été jugé préférable de ne pas modifier les dispositions convenues dans le cadre du présent PPRT portant sur les principes de confinement et qui sont détaillés ci-après.

La stratégie finale a été présentée aux personnes et organismes associés lors de la 3^{ème} et dernière réunion des POA le 15 juillet 2009. Elle s'est principalement articulée autour de deux principes :

- le PPRT est l'occasion de limiter l'implantation d'enjeux vulnérables autour du site de d'Appro Service ;
- le PPRT est également l'occasion de conforter la vocation industrielle de la zone d'étude.

. i. Mesures foncières :

Les niveaux d'aléa toxique (aléa F et M) et thermique (aléa F, M+ et M) n'exigent pas la mise en œuvre de mesures foncières. Il n'est donc pas proposé de secteur de délaissement.

. ii. Mesures relatives à la maîtrise de l'urbanisation :

En zone d'interdiction (zones r1 à r4) :

- les zones r1 à r4 sont identifiées comme des zones d'interdiction. Par conséquent, et en accord avec la vocation du secteur (zone d'activité), ces zones ne devraient pas accueillir de nouvelles constructions à usage d'habitation ni de nouveaux établissements ou locaux destinés à recevoir du public,
- pour les zones r1, r2, et r3 (zones présentant une combinaison d'effets toxiques et thermiques) et la bande des 30m instituée par les servitudes d'utilité publique, il a été décidé de maintenir les dispositions imposées par la zone des 30m des servitudes d'utilité publique (pas de construction occupée par un tiers quel qu'en soit l'usage) et de regrouper l'ensemble de ces zones en une zone unique de maîtrise stricte de l'urbanisation,
- dans la zone rouge soumise uniquement à de l'aléa toxique (r4), les activités nouvelles pourront être autorisées sous réserve de respecter certaines prescriptions (confinement et pas d'accueil du public),
- en zone r4, les extensions, aménagements et changements de destination seront autorisés sous réserve de respecter certaines prescriptions (confinement et pas d'accueil du public)

En zone d'autorisation (zone b) :

- afin de maintenir le caractère industriel de la zone, il a été proposé de ne pas autoriser de nouvelles constructions à usage d'habitation, hormis sur les parcelles n°290 et 395, n° 88 et 89 et 115 et 116 impactées partiellement par l'aléa toxique M et en zone d'habitat éloigné du site (création d'une sous-zonage spécifique décidé),
- il est décidé d'interdire toute nouvelle construction d'établissement ou local destiné à recevoir du public,
- les activités nouvelles pourront être autorisées sous réserve de respecter certaines prescriptions (confinement et pas d'accueil du public),
- les extensions, aménagements et changements de destination seront autorisés sous réserve de respecter certaines prescriptions (confinement et, sauf cas précisés, pas d'accueil du public),
- des aménagements de bâtiments en ERP pourront être admis sous conditions.

. iii. Mesures physiques sur le bâti futur

Le phénomène dangereux redouté dimensionnant est l'incendie d'une cellule de stockage pouvant conduire à l'émission d'un nuage toxique. Le confinement est la prescription adaptée pour ce type d'effet. Deux niveaux de confinement peuvent être envisagés : un confinement selon des critères simples (calfeutrage simple, arrêt des ventilations, réduction des infiltrations d'air...) ou un confinement avec obligation de performance. Le niveau de confinement à prescrire dépend :

- du niveau d'aléa toxique : ici aléa de niveau F (jusqu'à 100 m dans les zones r1 à r4) et M (zone b de 100 à 200 m)
- de la vulnérabilité des enjeux potentiellement soumis à l'aléa.

Pour les projets nouveaux (bâti futur et extensions du bâti), il est plus aisé de prévoir les mesures constructives permettant d'assurer une protection efficace en cas d'exposition à un risque toxique. Ceci va dans le sens d'une limitation de l'implantation d'enjeux vulnérables dans la zone.

Dans la zone d'aléa fort, il a été décidé que les bâtiments d'activités nouveaux devront disposer d'une cellule

de confinement présentant une garantie de résultat. Les extensions de bâtiments d'activité autorisés, s'ils ne disposent pas déjà d'une cellule de confinement (même sans garantie de performance), devront également prévoir une cellule de confinement présentant une garantie de résultat.

Dans la zone d'aléa moyen, il a été décidé que les bâtiments d'activités nouveaux, extensions de bâtiments d'activité et constructions d'habitation autorisés devront disposer d'une cellule de confinement sans objectif de performance.

. iv. Mesures physiques sur le bâti existant :

En zones r4 et b, un confinement selon des critères simples sera prescrit compte tenu de leur vulnérabilité moindre (zone d'activité, éloignement vis-à-vis du site à l'origine du risque...). Ces mesures pourront relever de la recommandation pour les locaux situés partiellement dans le périmètre d'exposition aux risques et ayant leur entrée en dehors de celui-ci.

Enfin, quelle que soit la zone, les aménagements et changements de destination de constructions existantes seront autorisés s'il existe déjà une cellule de confinement (même sans garantie de performance).

. v. Mesures relatives à l'usage et à l'exploitation :

Dans les zones les plus impactées au niveau de la rue des Champs de Fossé et de la rue des Morelles, l'interdiction de stationner sera prescrite afin de limiter les enjeux potentiellement exposés. La dématérialisation des places de stationnement est également prévue rue des Champs de Fossé.

Dans les établissements recevant du public, une organisation interne devra être mise en place pour former le personnel à réagir en cas d'accident.

. vi. Mesures d'accompagnement :

Une bonne connaissance du risque permet de mieux appréhender les situations d'urgence : il sera donc prescrit pour tous les établissements et activités industriels présents dans la zone l'affichage du risque et l'obligation d'une information annuelle des personnels, salariés et occupants permanents sur le risque existant et la conduite à tenir en cas de crise.

. vii. Autre mesure :

Pour permettre la création d'une voie d'accès réservée au SDIS, une nouvelle zone rouge au nord du site, large de 6 m, longeant les parcelles 207, 266 et 265 sera intégrée au projet de zonage. Cette zone sera une zone d'interdiction stricte (aucun projet quel qu'en soit le type) excepté la création d'une voirie pompier et les modifications/créations d'ouvrages liés aux services d'intérêt général, modifications/créations de clôtures.

VI - Elaboration du projet de PPRT

Le plan de zonage réglementaire et le règlement sont l'aboutissement de la démarche. Ils expriment les choix issus de la phase de définition de la stratégie du PPRT, fondés sur la connaissance de l'aléa, des enjeux exposés, de leur niveau de vulnérabilité. Le zonage réglementaire permet de représenter spatialement les dispositions contenues dans le règlement et constitue l'aboutissement de la réflexion engagée avec les différents acteurs associés à la démarche.

Les éléments de stratégie présentés précédemment ont notamment permis à partir du zonage brut issu de la superposition des aléas et des enjeux de regrouper des zones (zones r1 à r3 par exemple), et d'en créer de nouvelles (création d'une zone dans la zone d'interdiction pour permettre la création d'une voie de desserte afin de désenclaver la zone, création dans la zone b de deux zones, dont une dite à enjeux d'habitation où les constructions à usage d'habitation ne sont pas interdites).

Ainsi, le zonage réglementaire proposé découle du zonage brut adapté en association au cours de la phase de stratégie.

A) Le plan de zonage réglementaire

Dans le cas du PPRT de la société Appro Service, le zonage réglementaire comprend six zones :

- des **zones rouges** globalement inconstructibles (hors installations précisées), constituées de :



: zone rouge « r1 », correspondant à des zones d'aléa fort exposées à un risque toxique (aléa fort). Elles sont également soumises à un risque thermique (aléa fort, moyen+ ou moyen et/ou située dans le périmètre des servitudes d'utilité publique de 30 m instituées autour d'Appro Service par arrêté préfectoral n°2007-185-13,



: zone rouge « r2 » correspondant à des zones d'aléa fort exposées à un risque toxique (aléa fort),



: zone rouge « r3 » correspondant à une zone qu'il convient de préserver pour laisser la possibilité de réaliser une voie de désenclavement de la zone pour l'intervention des secours (zone exposée à un risque toxique, aléa fort ou moyen),

- des **zones bleues** constructibles sous conditions correspondant à des zones d'aléa moyen exposée à un risque toxique (aléa moyen), constituées de :



: des zones « b1 » à enjeux d'activités,



: des zones « b2 » à enjeux d'habitations,

- une **zone grisée** correspondant à l'emprise foncière d'Appro Service



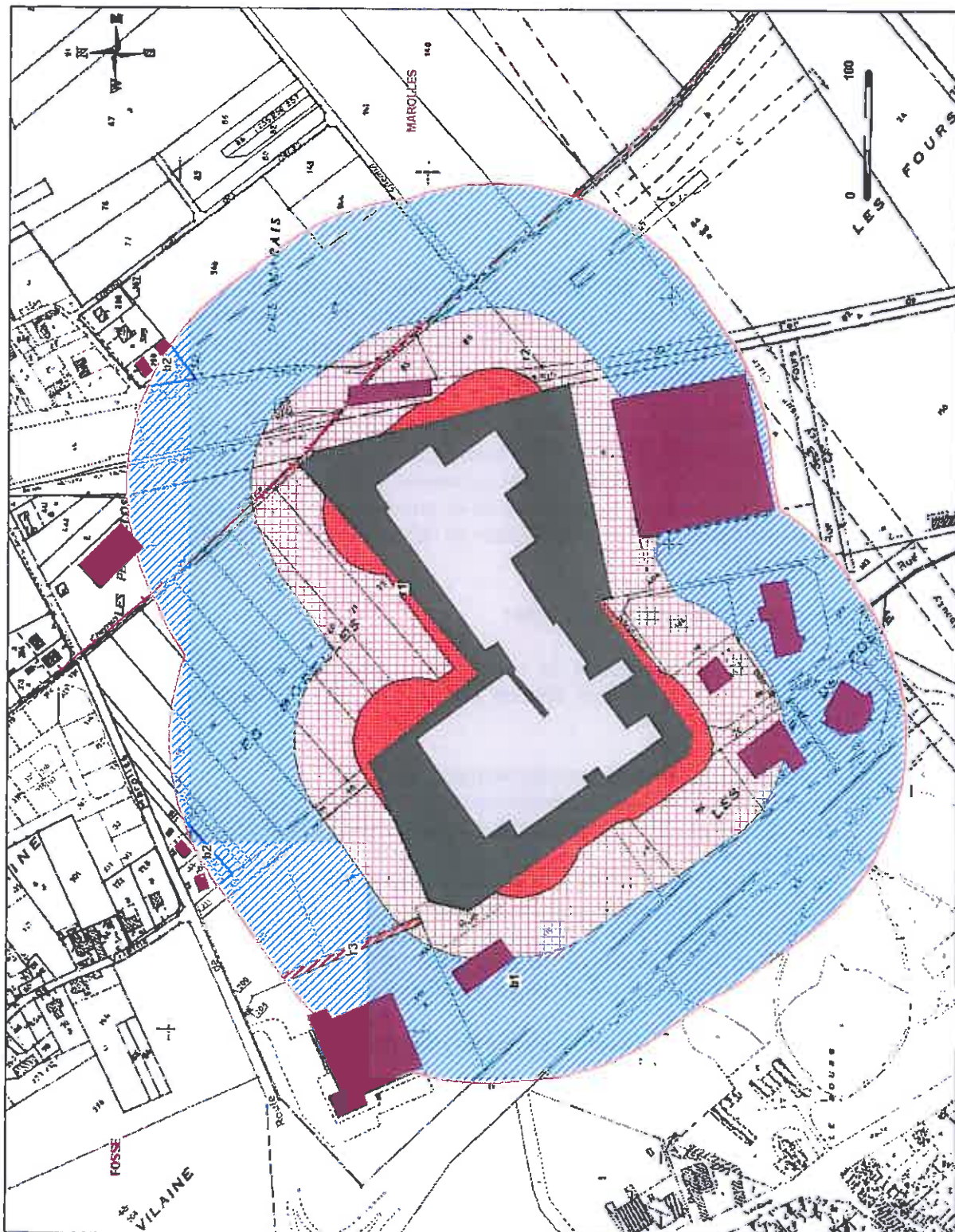
: zone grisée

Dans ces zones, la réalisation d'aménagements ou d'installations ainsi que les constructions nouvelles, l'extension des constructions existantes ou leur changement de destination sont interdits ou subordonnés au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'usage ou à l'exploitation.

Des mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'usage ou l'exploitation des constructions, des installations et des voies de communication peuvent également y être prescrites. Ces mesures peuvent comprendre la réalisation de travaux imposés à des biens construits avant l'approbation du PPRT.

Enfin, des recommandations peuvent compléter le dispositif réglementaire. Le plan de zonage réglementaire est présenté à la page suivante.

PPRT APPRO SERVICE - Projet de zonage réglementaire - juillet 2009



Eléments de repérage :
Périmètre d'exposition
aux risques



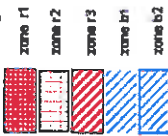
Emprise foncière
d'Appro Service



Limite communale



Projet de zonage réglementaire



B - Le règlement

Le document réglementaire est constitué de la manière suivante :

Titre 1 : Portée du règlement PPRT, dispositions générales :

Le titre 1 fixe le champ d'application du PPRT, les principes ayant conduit aux dispositions qui y figurent et rappelle les principaux effets.

Titre 2 : Réglementation des projets :

La réglementation des projets est destinée à maîtriser l'urbanisation nouvelle ou le changement de destination soit en interdisant, soit en imposant des restrictions justifiées par la volonté de :

- limiter la capacité d'accueil et la fréquentation, et par conséquent la population exposée ;
- protéger en cas d'accident par des règles de construction.

Le titre 2 fixe ce qui est interdit dans les différentes zones, ainsi que ce qui est admis dans la mesure où les constructions, les réalisations d'ouvrage, les aménagements et les extensions de constructions existantes limitent le risque et les effets toxiques sur les personnes. Les occupations et utilisations du sol sont alors autorisées sous réserve de respect de conditions ou de prescriptions de réalisation.

Ces mesures permettent de maîtriser et de gérer de façon durable l'urbanisation future ou l'évolution de l'urbanisation existante.

Les principales dispositions sont les suivantes :



: zone d'interdiction stricte où toute construction ou installation est interdite sauf exception (ouvrages liés aux services d'intérêt général, extension de l'établissement Appro Service, sous conditions,...),

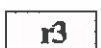


: zone d'interdiction sauf pour des bâtiments d'activité.

Réalisation des bâtiments autorisés soumise à conditions (établissement ne recevant pas de public, réalisation d'une cellule d'un confinement avec obligation de performance, obligation de réaliser une étude préalable,...).

La réalisation d'un local de confinement a pour objectif de mettre à l'abri des personnes dans un local étanche pendant le passage du nuage toxique. Le confinement limite la pénétration des agents toxiques et maintient une atmosphère respirable. Dans le cas d'une cellule à réaliser avec un objectif de performance, le taux d'atténuation (caractéristique de perméabilité à l'air) du bâtiment est de 0,20 (cf annexe 3 – définition de l'objectif de performance des cellules de confinement).

Aménagements des bâtiments d'activités existant autorisés sous conditions,



: zone d'interdiction stricte pour laisser la possibilité de réaliser une voie de désenclavement de la zone pour l'intervention des secours,



: autorisation pour les bâtiments d'activités sous conditions.

Les cellules de confinement à mettre en place n'ont pas pour obligation de répondre à un objectif de performance : seuls des critères dits « simples » se rapprochant des prescriptions portées dans les servitudes d'utilité publique existantes, sont à respecter.

Aménagements possibles et limités pour des modifications d'activités en établissement recevant du public,



: mêmes prescriptions qu'en zone b1 avec la possibilité en plus de réaliser, sous conditions, des constructions d'habitation,



: zone destinée aux constructions et installations liées à l'activité d'Appro Service.

Titre 3 : Les mesures foncières :

Le titre 3 définit les conditions d'instauration des mesures foncières (expropriation, délaissement, préemption). Dans le cas du PPRT d'Appro Service, aucune mesure foncière de type expropriation, délaissement n'est proposée. Cependant, un droit de préemption urbain (droit des communes et EPCI compétents dans le domaine de l'urbanisme) peut s'exercer sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques. Cette notion est détaillée dans le règlement.

Titre 4 : Mesures de protection des populations :

Ce titre détaille les mesures de protection des populations face aux risques encourus. Ces mesures peuvent être de nature très diverses et s'appliquer aussi bien aux bâtiments qu'aux autres types d'aménagement ou occupation des sols, susceptibles de subir ou d'aggraver le risque. Elles doivent être prises par les propriétaires, les exploitants ou utilisateurs, dans un délai de 5 ans à la date d'approbation du PPRT.

Dans le cas du PPRT d'Appro Service, les mesures portent sur :

- l'aménagement de biens existants : réalisation d'une cellule de confinement,,
- l'usage et exploitation des terrains : interdiction de stationner, dématérialisation de places de stationnement, ...,
- le mise en oeuvre d'actions d'information et d'affichage du risque.

Titre 5 : Servitudes d'utilité publique :

Lorsqu'elles préexistent au PPRT, les servitudes d'utilité publique prises en application de l'article L 515-8 du code de l'environnement et les servitudes instaurées par les articles L 5111-1 à L 5111-7 du code de la défense doivent figurer dans ce titre du règlement. C'est le cas de l'établissement Appro Service.

Titre 6 : Recommandations :

Les recommandations complètent le dispositif réglementaire en apportant des éléments d'informations ou de conseils relatifs, par exemple, à des mesures qui seraient de nature à améliorer la sécurité des personnes.

Elles portent :

- **sur le bâti neuf** : la réalisation d'un local de confinement est obligatoire pour les bâtiments neufs. Certaines mesures portant par exemple sur le matériel à mettre à disposition dans le local, peuvent utilement compléter les dispositifs obligatoirement mis en place,
- **sur le bâti existant** : les travaux de réduction de vulnérabilité ne pouvant dépasser 10 % de la valeur vénale du bien, les mesures au-delà ont valeur de recommandations. Des mesures complémentaires, telles que réalisation de sanitaires,... sont également mentionnées,
- **sur l'aménagement de la zone** : création d'une voie de désenclavement de la zone pour permettre aux services de secours d'intervenir en cas de condamnation du seul accès actuellement disponible,
- **sur les usages** : restriction des rassemblements, ...,
- **sur la maintenance** : maintenance des équipements permettant de garantir le confinement des personnes,
- **sur le comportement à adopter** : en cas d'accident les mesures structurelles pour le confinement qui seront prescrites dans le PPRT ne permettront pas d'assurer une protection réellement efficace des personnes que si elles sont assorties de règles comportementales connues des personnes exposées.

ANNEXES

**ANNEXE 1 – arrêté préfectoral n° 2007-277-14 du 5 octobre 2007
portant prescription du PPRT d'Appro Service**



PREFECTURE DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

ARRÊTÉ

n° 2007-277-14

portant prescription du plan de prévention des risques technologiques
autour de l'établissement APPRO SERVICE sis à FOSSE

Le Préfet de Loir-et-Cher,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L-515.15 à L-515.25 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L-300.2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié en dernier lieu par le décret n° 2005-989 du 10 août 2005 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral 2007-185-13 du 4 juillet 2007 étendant le périmètre de protection (servitudes d'utilité publique) autour d'un dépôt logistique de produits agro-pharmaceutiques et de produits combustibles divers exploité par la société APPRO SERVICE sur le territoire des communes de FOSSE et de MAROLLES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-185-14 du 4 juillet 2007 autorisant la société APPRO SERVICE à exploiter un dépôt logistique de produits agro-pharmaceutiques et de produits combustibles divers dans le cadre de l'extension de ses installations implantées sur le territoire de la commune de FOSSE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006.60.3 du 1er mars 2006 prescrivant à la société APPRO SERVICE de compléter son étude des dangers en vue de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques autour du dépôt de produits agropharmaceutiques qu'elle exploite Z.A. Euro Val de Loire à FOSSE ;

VU l'arrêté préfectoral n°2006-139-12 du 19 mai 2006, portant création du comité local d'information et de concertation de l'établissement APPRO SERVICE à FOSSE ;

VU la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;

VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relatif au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturel ;

VU la circulaire du 29 septembre 2005 modifiée relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

VU la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, et notamment son annexe 2 définissant les critères d'exclusion de certains phénomènes dangereux du plan de prévention des risques technologiques ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de FOSSE en date du 20 septembre 2007 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de MAROLLES en date du 7 septembre 2007 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 août 2007 établi en application de la circulaire du 3 octobre 2005 précitée proposant notamment la liste des phénomènes dangereux à retenir pour le plan de prévention des risques technologiques ;

CONSIDERANT qu'une partie des communes de FOSSE et de MAROLLES est susceptible d'être soumise aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par l'établissement APPRO SERVICE classé AS au sens du décret de nomenclature du 20 mai 1953 modifié, induisant des risques de types toxique et thermique et n'ayant pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national ;

CONSIDERANT que l'installation de stockage de produits agro-pharmaceutiques, éco-toxiques et très toxiques de l'établissement APPRO SERVICE appartient à la liste prévue au IV de l'article L.515-8 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers de l'établissement APPRO SERVICE qui est implanté sur le territoire de la commune de FOSSE, et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Périmètre d'étude.

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques est prescrite sur le territoire des communes de FOSSE et de MAROLLES autour de l'établissement APPRO SERVICE sis zone d'activités Euro Val de Loire à FOSSE.

Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature des risques pris en compte.

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des effets toxiques et thermiques.

ARTICLE 3 : Services instructeurs

L'équipe de projet interministérielle, composée de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Centre et la Direction Départementale de l'Équipement et l'Agriculture de Loir-et-Cher élabore le plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article 1.

ARTICLE 4 : Personnes et organismes associés

1. Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques :

- la société APPROSERVICE dont l'adresse du siège social et de l'établissement concerné est Zone d'activités Euro Val de Loire 41330 FOSSE,
- la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Centre,
- la Direction Départementale de l'Équipement et l'Agriculture de Loir-et-Cher,
- le maire de la commune de FOSSE (représentant également Agglopolys) ou son représentant,
- un représentant de la commune de MAROLLES,
- un représentant du CLIC :
 - un membre du collège des riverains,
- un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher,
- un représentant de la préfecture,
- le Service départemental d'Incendie et de Secours en tant que besoin
- le Service interministériel de Défense et de protection civile de la préfecture.

2. Une réunion d'association, à laquelle participent les personnes et organismes visés au 1. du présent article, est organisée dès le lancement de la procédure. Le cas échéant, d'autres réunions peuvent être organisées soit à l'initiative de l'équipe de projet interministérielle, soit à la demande des personnes et organismes associés.

Lors des réunions d'association, convoquées au moins 15 jours avant la date prévue, :

- les études techniques du PPRT sont présentées ;
- les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique sont présentées et recueillies ;
- les principes sur lesquels se fondent l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement sont déterminés.

Les rapports des réunions d'association sont adressés sous quinzaine pour observation, aux personnes et organismes visés au 1. du présent article. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport.

Le projet de plan, avant enquête publique, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

ARTICLE 5 : Modalités de concertation

1. Les documents d'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques sont tenus à la disposition du public en mairies de FOSSE et de MAROLLES. Ils sont également accessibles sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher.

Les observations du public sont recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairies de FOSSE et de MAROLLES. Le public peut également exprimer ses observations par courrier électronique.

Une réunion publique d'information sera organisée par la préfecture de Loir-et-Cher en tant que de besoin.

2. Le bilan de la concertation est communiqué aux personnes et organismes associés (définis à l'article 4 du présent arrêté), et mis à disposition du public à la préfecture de Loir-et-Cher, et dans les mairies de FOSSE et de MAROLLES.

ARTICLE 6 : Mesures de publicité.

Une copie du présent arrêté sera notifiée aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4.

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies des communes de FOSSE et de MAROLLES, et aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale concernés en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet dans "La Nouvelle République du Centre-Ouest" édition de Loir-et-Cher.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

ARTICLE 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de FOSSE, le Maire de MAROLLES, le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Centre et le Directeur Départemental de l'Equipeement et de l'Agriculture du département de Loir-et-Cher sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



Une copie
certifiée conforme
à l'original

Fait à Blois, le 5 OCT. 2007

Le préfet,

Pierre POUESSEL

Vu pour être annexé à mon arrêté

ANNEXE I du 05 OCT. 2007

Le Préfet:

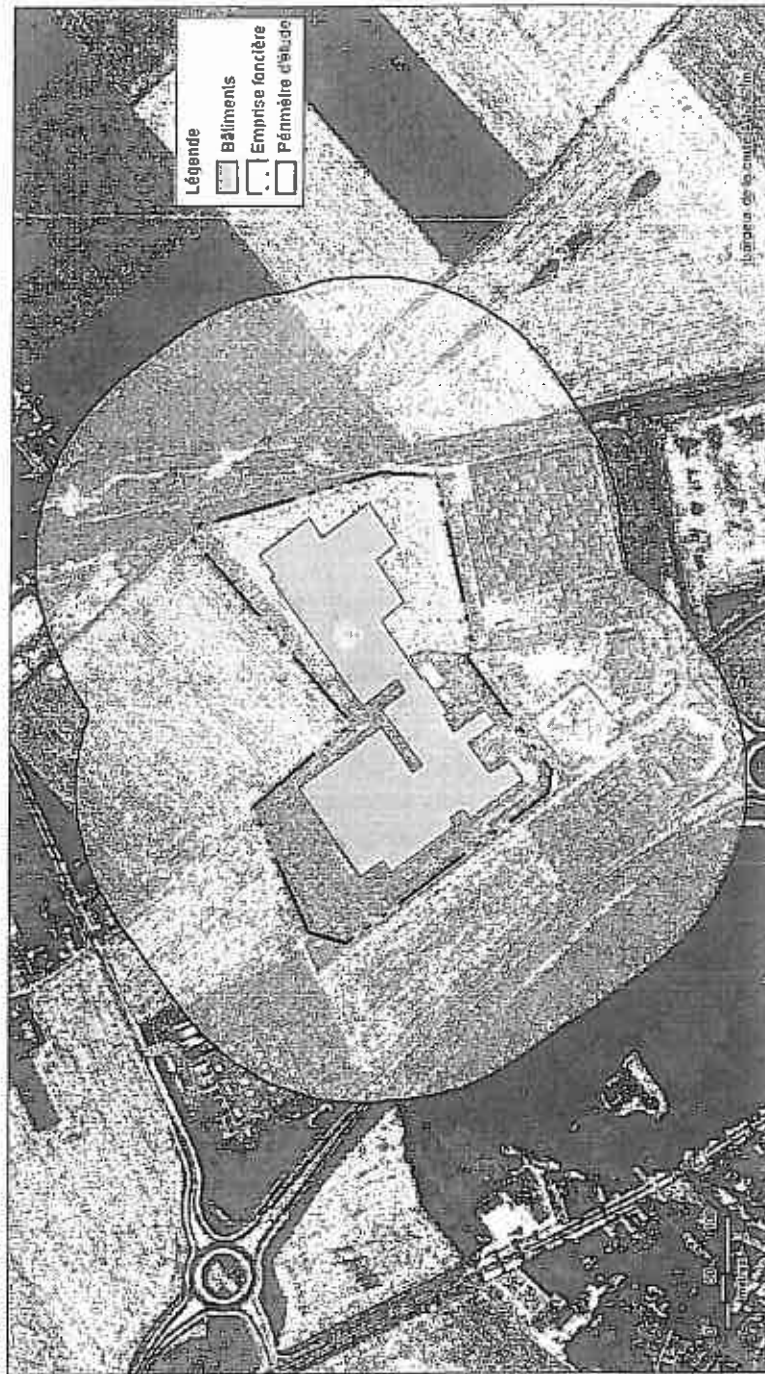


PPRT de Fossé (ApproService)



Brette POUËSSEL

Périmètre d'étude du PPRT (existant et extension)



Sources: DRIRE Centre
DRIRE
Région Centre
Région Centre - 22/03/2007 - MAPINFO V 8 - SIGALEA V 201

SIGALEA

**ANNEXE 2 – arrêté préfectoral n°2009-86-3 du 27 mars 2009
portant prorogation de l'AP n° 2007-277-14 du 5 octobre 2007
portant prescription du PPRT d'APPRO Service**



PREFECTURE DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE
VIE
EC

ARRÊTÉ N° 2009- 86 - 3
portant prorogation de l'arrêté n° 2007-277-14 du 5 octobre 2007 portant prescription
du plan de prévention des risques technologiques autour de l'établissement
APPRO SERVICE
sur le territoire de la commune de FOSSE

Le préfet de Loir-et-Cher,

Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V (parties législatives et réglementaires), et en particulier les articles L515-15 à L515-25, R 515-39 à R 515-49 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-277-14 du 5 octobre 2007 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement APPRO SERVICE sis Z.A Euro Val de Loire à FOSSE ;

Considérant que l'état d'avancement de la démarche et les délais requis pour mettre en œuvre l'information, la concertation, les consultations et l'enquête publique prévues par le code de l'environnement ne permettront pas d'approuver le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement APPRO SERVICE dans le délai de dix-huit mois à compter de la date de l'arrête de prescription ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté préfectoral conformément à l'article R515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : Le délai nécessaire pour l'approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement APPRO SERVICE sis Z.A Euro Val de Loire à FOSSE est prorogé de douze mois, soit jusqu'au 5 avril 2010.

Article 2 : Une copie du présent arrêté sera notifiée aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2007 susvisé.

Elle sera affichée pendant un mois en mairie de FOSSE par les soins du maire et au siège de la communauté d'agglomération de BLOIS par les soins de son président.

Mention de cet affichage sera insérée, dans la Nouvelle République du Centre-Ouest, édition du Loir-et-Cher, par les soins du préfet.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de FOSSE, le président de la communauté d'agglomération de Blois, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Centre et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Loir-et-Cher sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BLOIS, le 27 MARS 2009

Le préfet,



Philippe GALLI

ANNEXE 3 – Définition de l'objectif de performance des cellules de confinement

La seule manifestation de l'aléa toxique susceptible d'avoir une incidence sur les populations exposées à l'extérieur du site, est la dispersion atmosphérique avec création d'un nuage toxique. En effet, les autres risques, ingestion ou contact cutané avec une substance toxique, ne concernent que les salariés de l'installation directement exposés.

Pour chaque substance ou mélange, les concentrations à partir desquelles apparaissent les effets irréversibles, les effets létaux ou létaux significatifs, sont des seuils représentatifs de la toxicité d'un produit, ou d'un mélange.

Trois seuils sont définis par l'arrête du 29 septembre 2005 -PCIG

- le seuil des effets irréversibles (SEI) délimite la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine ».
- le seuil des effets létaux (SEL) délimite la « zone des dangers graves pour la vie humaine ». Ce seuil correspond à une concentration létale pour 1% des personnes exposées (CL 1%).
- le seuil des effets létaux significatifs (SELS) délimite la « zone des dangers très graves pour la vie humaine ». Ce seuil correspond à une concentration létale pour 5% des personnes exposées (CL 5%).

Le confinement est la solution technique proposée dans le cadre des PPRT pour protéger les populations de l'aléa toxique.

Les caractéristiques du local de confinement, conjuguées à celles du bâtiment dans lequel il se situe, devront garantir que le taux de renouvellement d'air du local de confinement est suffisamment faible pour maintenir la concentration en produit toxique dans le local, après 2 heures de confinement, en deçà de la concentration maximale admissible définie pour le mélange identifié. Cette concentration maximale admissible est définie égale au seuil des effets irréversibles pour une durée d'exposition de deux heures. C'est une valeur propre au mélange toxique.

Taux d'atténuation cible :

Sur la base de l'étude de danger d'octobre 2006 , les fumées toxiques susceptibles d'être émises lors d'un incendie sont composées de :

- monoxyde de carbone (CO),
- dioxyde d'azote (NO₂),
- acide cyanhydrique (HCN),
- dioxyde de soufre (SO₂),
- acide fluorique (HF),
- acide bromique (HBr).

Les données toxicologiques associées à ces différentes substances sont les suivantes :

Substances dégagées	Pourcentage (%)	SEI 2h ppm (ou autre durée plus courte par défaut) (*)	SL 5% 1h ppm (ou autre durée plus courte par défaut) (**)
CO	31	800 ppm	3200 ppm (CL1% car CL 5% non disponible)
NO2	7,5	40 ppm (1h)	73 ppm (1h)
HCN	4,5	45 ppm (30 mn)	63 ppm
HCl	19,5	40 ppm (1h)	379 ppm
SO2	32,5	81 ppm (1h)	858 ppm
HF	2	100 ppm	283 ppm
HBr	3	106 ppm	1677 ppm
Composition moyenne	100	292 ppm	1409 ppm

(*) : SEI 2h : seuil délimitant la « zone de dangers significatifs pour la vie humaine » pour une exposition de 2 heures,

(**) : SL 5% 1h : seuil délimitant la « zone de dangers très graves pour la vie humaine » pour une exposition de 1 heure. Il correspond à une concentration létale de 5% (CL 5%)

Le taux « Atténuation Cible » est calculé à partir de la formule suivante :

$$\text{taux atténuation cible} = \text{SEI (2h00)} / \text{Concentration SL moyenne du nuage (1h00)} .$$

Les bâtiments concernés étant situés en zone des effets létaux (zone d'aléa fort), la concentration moyenne du nuage est prise égale à la valeur de la concentration correspondant au seuil de la zone de dangers très graves pour la vie humaine.

Le taux « Atténuation Cible » a ainsi été estimé à :

$$\text{taux atténuation cible} = 292 / 1409 = \mathbf{0,20 \text{ (ou 20\%)}}$$